

*l'Anti*capitaliste

n°673 | 7 septembre 2023 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CLIMAT
RACISME D'ÉTAT
INFLATION
RÉPRESSION

IL Y A URGENCE À

S'ORGANISER !

ZOOM

*Abaya et qamis.
Non à l'islamophobie
d'État!*

Page 2

INTERNATIONAL

*En Grèce, les
mégaracistes attisent
les mégafeux*

Page 4

HISTOIRE

*Trente ans après Oslo,
des accords au
bénéfice d'Israël*

Page 5

CHAMP LIBRE

*Entretien avec Franck
Gaudichaud sur le
Chili en 1973*

Page 8

Édito

La faillite de la charité

Par CATHY BILLARD

Ce ne serait qu'un mauvais spectacle, s'il n'y avait pas des millions de vies humaines en jeu, si la dignité des personnes n'était pas atteinte. Dimanche soir, le président des Restos du cœur lance un message d'alerte : à cause d'un trou de 35 millions, les Restos risquent de devoir refuser dans les mois à venir leur aide à pas moins de 150 000 personnes et même de fermer dans les trois ans. Aussitôt le gouvernement, en la personne de la ministre dite « des Solidarités et des Familles », annonçait une « aide » de 15 millions et en appelait aux dons. Et miracle, Aurore Bergé était entendue. Et pas par n'importe qui. Par la famille Arnault avec 10 millions (!) et le PDG de Carrefour (plus vague sur ses dons), mais l'important c'est l'affichage. La réactivité gouvernementale et la générosité des milliardaires en action !

L'expression de pompiers pyromanes trouve une nouvelle actualité avec cette démonstration de cynisme insupportable. De la part d'un gouvernement qui impose l'assistanat comme ultime recours à toutes celles et ceux que leurs contre-réformes de l'indemnisation du chômage, et demain des retraites font basculer dans la pauvreté. Les Restos du cœur ont déjà accueilli 1,3 million de personnes en 2023, contre 1,1 million sur l'ensemble de l'année dernière. Et en prime, la ministre se paie un effet d'annonce car sur les 15 millions, les deux tiers avaient déjà été intégrés dans le budget prévisionnel des Restos ! Le PDG de Carrefour va avoir bien du mal à faire oublier qu'en 2022 son chiffre d'affaires a progressé de 16 % à 90,8 milliards d'euros, mais son bénéfice net a bondi à 1,35 milliard d'euros en 2022, soit 26 % de mieux que 2021. Et ça continue, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre a encore augmenté de 8,2 %. Quant à la famille Arnault, qui selon le magazine *Forbes* a augmenté sa fortune entre avril et mai 2023 de 22 milliards de dollars, il n'y a que la ministre pour s'extasier lorsqu'elle lâche 10 millions d'euros aux Restos.

Comme le rappelait un porte-parole des Restos du cœur : « Ce qu'il faut c'est enrayer toute cette pauvreté qui augmente ». Pauvreté qui ne vient pas de nulle part ni même d'une inflation, tombée, on ne sait d'où, mais de l'enrichissement explosif de quelques-uns.

Bien dit

Il n'y a pas besoin d'une conférence sociale aujourd'hui pour dire que c'est inacceptable qu'il y ait des salaires en dessous du Smic.

SIMON DUTEIL, syndicat Solidaires, dans *Mediapart*, 4 septembre 2023.

CLIMAT, RACISME D'ÉTAT, INFLATION, RÉPRESSION... Il y a urgence à s'organiser!

Réchauffement climatique, racisme d'État, explosion des prix, inégalités, pauvreté : la bataille contre Macron et son monde continue.

Une nouvelle fois, l'été a montré l'ampleur de la crise climatique. Entre l'ambiance caniculaire à l'échelle internationale et la sécheresse, de nombreux records ont été battus en France ou ailleurs. Avec des conséquences dramatiques, comme au Canada où plus de 13 millions d'hectares sont partis en fumée ou en Europe, notamment en Grèce où 15 % de l'île de Rhodes a brûlé.

L'incurie des États est patente : ils n'ont rien anticipé et sont incapables de prendre les mesures qui s'imposent. Parce qu'il faudrait pour cela remettre en cause un mode de production destructeur mais si générateur de profits. Or, c'est bien à maintenir les profits que les dirigeants politiques du monde entier s'attachent jusqu'à l'autoritarisme et à mener des politiques répressives et discriminatoires.

Islamophobie

À la faveur de cette rentrée scolaire, le gouvernement mène une offensive raciste avec l'interdiction de l'abaya. Le pouvoir prétend que derrière ce vêtement ample se dissimuleraient des intégristes musulmans. Il a donc envoyé la police devant des centaines d'établissements scolaires pour interdire physiquement ce vêtement. Une agression islamophobe et une pression sur l'ensemble de la jeunesse, au moment où celle-ci est déjà confrontée à un avenir bien sombre, entre violences policières, changement climatique catastrophique et crise économique génératrice d'inégalités. Et l'offensive contre la jeunesse se prolonge avec la proposition d'obliger à porter l'uniforme dans les écoles des quartiers populaires !

Violences policières et violences sociales

Après avoir fait passer en force la réforme des retraites, et alors que l'inflation a dépassé les 5 % depuis un an, le meurtre de Nahel et d'autres violences policières ont entraîné une légitime révolte des quartiers populaires, suivie de l'interdiction de plusieurs manifestations de protestation.

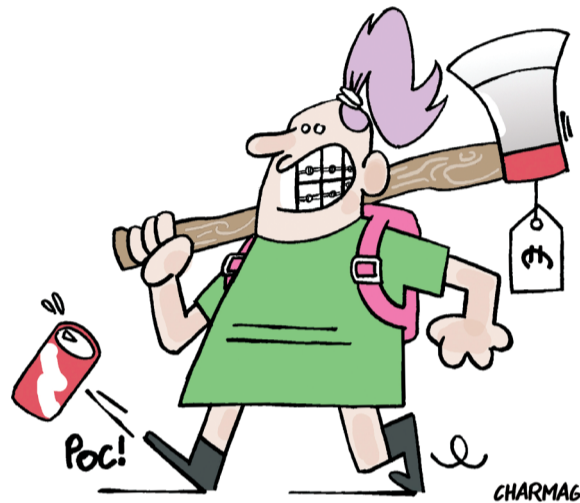
La colère sociale ne s'est pas éteinte, montrant que les capacités de résistance des classes populaires sont réelles. Ces prochaines semaines, la lutte contre Macron et ses amis capitalistes doit continuer. Sinon, nous risquons d'être broyés, contre-réforme après contre-réforme, appauvris par l'inflation

et l'explosion des prix, dans un environnement détruit, avec au bout du chemin le danger mortel de l'extrême droite.

Construire les résistances

L'heure est dès maintenant à la contre-offensive, aux mobilisations. Le samedi 23 septembre, une grande marche à Paris et des manifestations dans de nombreuses villes sont appelées contre « le racisme systémique, les violences policières et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron ». Dans les quartiers populaires, sur les lieux de travail, la préparation de cette mobilisation est une priorité afin de construire dans une large unité une réponse au racisme et à la répression.

FOURNITURES SCOLAIRES:
POUR UNE RENTRÉE
ANTICAPITALISTE!



À la Une

Une journée de mobilisation et de manifestations intersyndicales est aussi prévue le 13 octobre contre l'austérité et pour les salaires. En s'appuyant sur ce qui a été construit pendant la mobilisation pour nos retraites, nous pouvons bâtir un mouvement contre ce gouvernement, des grèves contre les capitalistes qui font du fric sur notre dos, pour le blocage des prix de l'alimentaire, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, pour des augmentations de salaires, 400 euros de plus pour toutes, et l'indexation des salaires sur les prix.

Une alternative politique est urgente

Minoritaire à l'Assemblée nationale et décrédibilisé, Macron cherche un successeur, puisque la Constitution ne l'autorise pas à se représenter à la présidentielle... Même si sur ce point, plusieurs interventions, dont celle de Macron fin août à Saint-Denis, semblent préparer la possibilité d'un troisième mandat. Ce successeur pourrait être Darmanin, qui incarne parfaitement tout ce qu'il y a de plus répressif et antisocial dans le macronisme. Sans parler de Le Pen qui, en embuscade, attend son heure.

Il y a urgence à construire une alternative anticapitaliste à Macron et son monde. Le NPA défend une alliance de l'ensemble de la gauche sociale et politique prête à en découdre, à construire les luttes, pour une rupture avec la gestion pro-capitaliste du système. C'est l'enjeu des forums anticapitalistes que nous tiendrons ces prochains mois. Ces forums ont vocation à faire se rencontrer toutes les forces militantes qui partagent ces objectifs. Ce sera également l'un des enjeux des prochaines élections européennes lors desquelles un choix est posé à l'ensemble des organisations de la gauche qui lutte, entre unité avec les sociaux-libéraux ou rassemblement de celles et ceux qui s'affrontent au système.

Nouveau Parti anticapitaliste



Acturama

Mayotte a soif! Depuis fin mai, Mayotte vit à l'heure des restrictions d'eau. Les coupures s'intensifient ces derniers jours, au point qu'on peut lire sur les réseaux sociaux que certaines personnes sont parfois 36 heures sans eau potable. Le lycée Bamana est même fermé en cette rentrée à cause du manque d'eau! L'eau, bien commun de l'humanité! Maintenant! (PHOTO DR)

AFRIQUE DE L'OUEST**Au Niger, ni généraux ni CEDEAO**

Si les putschistes ne représentent nullement une alternative pour le Niger, les sanctions économiques et les menaces d'intervention militaire de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), soutenues par Macron, sont un vrai danger pour les populations.

Le général Abdourahamane Tiani, responsable de la garde présidentielle, n'échappe pas à la règle en justifiant son coup d'État au nom de la sauvegarde de la patrie. Les autres officiers supérieurs des différents corps d'armée lui ont emboîté le pas pour, disent-ils, éviter un bain de sang. Quant au président déchu Mohamed Bazoum, il est toujours emprisonné dans les sous-sols du palais.

Cupidité et démagogie

Pourtant, la plupart des putschistes ont contribué à la politique menée pendant des années par Bazoum, comme Salifou Modi, ancien chef d'état-major, désormais vice-président de la junte.

Au-delà des déclarations grandiloquentes, les raisons du coup d'État sont plus prosaïques. La volonté de Bazoum de réorganiser en profondeur la garde présidentielle risquait de faire perdre à Tiani un poste qu'il occupait depuis plus d'une dizaine d'années et grâce auquel il s'est considérablement enrichi.

Contrairement à leurs pairs du Mali et du Burkina Faso, les putschistes du Niger font partie des élites dirigeantes du pays.

De plus, le Niger est en passe de devenir dans quelques mois un exportateur conséquent de pétrole, ce qui attise bien des convoitises dans les différentes sphères du pouvoir.

Le général Tiani exploite habilement la volonté de changement et l'exaspération des Nigériens devant une situation sociale et

LA FRANCE VOIT FILER SES ANCIENNES COLONIES

économique qui ne cesse de se dégrader. D'autant que la CEDEAO lui facilite grandement la tâche.

Une clique nommée CEDEAO

La CEDEAO a instauré un blocus économique total. Le président du Nigeria qui est aussi à la tête de l'organisation régionale, a aussitôt stoppé la fourniture d'électricité au Niger. Dans ce pays enclavé, comme toujours les premiers à pâtir de ces sanctions sont les populations.

Les organisations humanitaires à l'image de l'International Rescue

Comitee demandent la mise en place de corridors humanitaires pour l'acheminement des médicaments et des soutiens nutritionnels qui commencent à faire défaut. La CEDEAO, dirigée par les chefs d'État, outrepassent largement ses prérogatives. En effet la Cour de justice de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) avait déjà considéré comme illégales les sanctions à l'encontre du Mali.

Non contente d'instaurer un blocus économique, la CEDEAO planifie une intervention militaire au nom de la démocratie. Difficile de

prendre au sérieux ces dirigeants qui dans leur propre pays se maintiennent au pouvoir à coups de tripatouillages constitutionnels et de manipulations de scrutin.

Politique agressive

Beaucoup sont inquiets du cours belliciste de la CEDEAO. Les organisations de la société civile, sans soutenir les putschistes, sont opposées à une intervention armée qui ne réglerait rien sur le fond. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'y oppose également. L'Algérie, consciente du risque de déstabilisation de la région, tente de promouvoir une transition politique. Les USA sont eux aussi réticents à une intervention armée. Un seul va-t-en-guerre se distingue : Emmanuel Macron. Il se veut le héraut de la démocratie, lui qui a avalisé toutes les turpitudes électorales de ses amis autocrates africains. Les dernières révélations du journal *le Monde* balaient le poncif que la Francophonie serait derrière nous. En effet on apprend que les troupes françaises stationnées au Niger pour lutter contre les djihadistes étaient prêtes à faire un coup de force pour libérer Mohamed Bazoum. Seul le refus de ce dernier a permis de stopper l'intervention. Macron avait déjà utilisé les troupes françaises de l'opération Barkhane au Tchad pour bombarder des colonnes de rebelles tchadiens qui n'avaient rien à voir avec les djihadistes pour sauver le dictateur Déby. Dans la situation d'instabilité que connaissent plusieurs pays africains francophones ajoutée à la politique belliqueuse de Macron, l'exigence du départ des troupes françaises d'Afrique est une des urgences du moment.

Paul Martial



Plus d'articles, plus d'actu, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

No comment

Ce n'est pas aux contribuables français de payer par leur solidarité des logements HLM à ceux qui sont des délinquants.

GÉRALD DARMANIN, ministre de l'Intérieur, et SABRINA AGRESTI-ROUBLACHE, secrétaire d'État chargée de la Ville, dans un courrier adressé aux préfets le 30 août.

Agenda

Mardi 12 septembre, Rencontre de la Brèche sur la pédagogie féministe avec Véronique Decker, Paris 12^e.

Présentation du livre *Entrer en pédagogie féministe* de Véronique Decker et Audrey Chenu (Libertalia), à 18h, à la librairie la Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Judi 14 septembre, Rencontre de la Brèche sur l'oppression des femmes avec Lise Vogel, Paris 12^e.

Présentation du livre *Le marxisme et l'oppression des femmes. Vers une théorie unitaire* de Lise Vogel (Editions sociales), à 19h, à la librairie.

Du 15 au 17 septembre, Fête de l'Humanité, Le Plessis-Pâté (91).

Mardi 19 septembre, Rencontre publique sur le Chili avec Olivier Besancenot, Paris 18^e. Autour de son dernier livre *Septembre rouge*, à 19h30, à la librairie le Rideau rouge, 42 rue de Torcy, Paris 18^e (métro Marx-Dormoy).

ABAYA ET QAMIS Non à l'islamophobie d'État !

Dans la continuité de la répression raciste après la révolte de la jeunesse des quartiers populaire consécutive au meurtre policier de Nahel, le ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, place la rentrée sous le signe d'une nouvelle campagne islamophobe.

Après la loi de 2004 contre le port du hijab, l'abaya et le qamis sont aujourd'hui frappés d'interdiction dans les établissements scolaires. La « police des vêtements », vêtements dont les usages sont variés, religieux ou non, contribue à la stigmatisation des personnes racisées issues des cultures musulmane et non européennes, et en particulier les femmes dans une logique assimilationniste et eurocentriste que nous combattons en tant qu'organisation antiraciste et internationaliste. Elle s'intègre dans le programme de l'extrême droite, qui surenchérit et veut imposer un uniforme aux jeunes scolarisés et en faire de « bons petits soldats » au service de la « Nation » !

Une circulaire vite sortie

La méthode du gouvernement est un concentré de la violence discriminatoire contre les personnes ciblées par la circulaire. Il est inédit de voir une note de service apparaître un 31 août pour application immédiate, dès le 4 septembre. Quant au dispositif qu'il prétend mettre en œuvre, il s'agit d'une agression contre les élèves concernées, autorisées à entrer dans les établissements

mais exclusivement pour y être reçues en vue de leur donner le choix entre retirer « l'abaya » ou être envoyées en conseil de discipline. C'est la conception macroniste du « dialogue » !

Quant aux professeurEs et personnelEs de Vie scolaire, injonction leur est faite de faire respecter le dispositif en interdisant aux élèves l'entrée des salles de cours. Et, le 4 au matin, c'était même la police qui était présente aux portes de certains établissements pour s'assurer de la « sérénité » du déroulement de cette agression !

Pour une éducation de qualité pour toutes

Pour Macron, il s'agit de continuer la guerre contre la jeunesse des quartiers populaires et racisés afin de créer un consensus raciste au sein même de l'École et de ses personnels au nom de la « laïcité », devenue un mot d'ordre pour rassembler une certaine gauche, la droite et l'extrême droite dans les campagnes racistes et islamophobes. Aujourd'hui, au contraire et plus que jamais, les personnels de l'Éducation nationale et leurs organisations syndicales doivent s'engager à défendre leurs

élèves, nos enfants, contre la répression, les discriminations racistes et sexistes de toutes sortes, et lutter pour une éducation de qualité pour toutes et tous.

Nous appelons à une pleine et entière solidarité avec les musulmanEs une nouvelle fois visés. Nous réaffirmons la centralité de la lutte contre le racisme d'État et l'islamophobie et appelons à une nécessaire large mobilisation contre toute forme de racisme avec l'ensemble des composantes des mouvements antiracistes, des associations des personnes concernées par ces oppressions du mouvement social et ouvrier.

Abrogation immédiate de toutes ces mesures racistes dont l'interdiction de l'abaya est le dernier avatar et qui une fois de plus imprime sa violence sur des personnes déjà stigmatisées, discriminées et réprimées ! Halte à cette chasse au voile, à l'abaya, au bandana et à tout autre prétexte vestimentaire, à seule fin de désigner, ostraciser et réprimer des boucs émissaires : les musulmanEs ou supposés telEs. Et nous le réaffirmons ici : c'est aux femmes de décider ! **Commission nationale immigration et anti-racisme et Commission éducation nationale**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AMÉRIQUE LATINE

En Argentine, un facho aux portes du pouvoir ?

Le 14 août dernier ont eu lieu en Argentine « las PASOs », sorte de tour préliminaire aux élections présidentielles. Tous les partis qui veulent présenter un candidat à la présidentielle doivent participer à ce premier tour, en présentant un ou plusieurs candidats. Les partis qui obtiennent 1,5% (tous candidats internes confondus) sont qualifiés pour le premier tour.

Pour les PASOs, l'extrême droite est arrivée en tête avec 29,86%, suivie de la droite à 28,11% et des péronistes à 27,47%. Ces derniers, actuellement au pouvoir, avaient choisi un candidat, Sergio Massa (21,40%), particulièrement libéral, et d'ailleurs souvent comparé là-bas à Emmanuel Macron. Son opposant de gauche interne, Juan Grabois, n'a recueilli que 5,87% des voix.

À droite, l'ancienne ministre de l'Intérieur, Patricia Bulrich, n'était qu'à 5 points au-dessus du candidat plus modéré Rodriguez Larreta. Bulrich, sorte d'Éric Ciotti argentin, était l'option la plus radicale et la plus répressive des deux candidats de droite. L'extrême droite est arrivée en tête du scrutin avec son seul candidat : Javier Milei. Sa victoire a été une surprise pour les médias et les instituts de sondages.

Milei, candidat libertarien

Milei a obtenu ce score dans le double contexte d'une inflation généralisée (autour de 10% par mois) et d'un fait atroce qui a occupé toute l'attention des médias dans les jours qui ont précédé le scrutin (la mort d'une fillette de 11 ans des suites d'une agression pour vol).

Le programme de Milei, qui se dit « libertarien » (la presse le compare à Trump ou Bolsonaro), semblait la réponse toute trouvée à cette double crise économique et de sécurité. Il propose un libéralisme extrême : aucune régulation de l'économie et, pour contrôler l'inflation, une économie fondée à 100% sur le dollar, alliée à une réduction des dépenses de l'État (en commençant par éliminer le ministère des Femmes). Quant au terrain social, il a annoncé que sa première mesure serait de mettre en prison les piqueteros, les chômeurs qui s'organisent et bloquent les rues pour obtenir des aides sociales de l'État... La candidate à la vice-présidence qui partage l'affiche avec Milei a, quant à elle, longtemps fait partie d'associations qui, entre autres joyusetés, rendaient visite à l'ancien dictateur Videla lors de sa détention à domicile...

Le score de Milei s'explique aussi par des années de promesses non tenues de la part du péronisme (surtout depuis le dernier mandat de Cristina Kirchner) et de la droite libérale.

Une élection dans 3 mois à droite toute

C'est donc une élection « à droite toute ». Cela ne laisse rien préjuger de bon pour le scrutin final qui aura lieu dans 3 mois. Même si tout n'est pas joué. Le résultat de l'extrême gauche est décevant même si lors des présidentielles le score de l'extrême gauche est plus bas à cause de la pression au vote utile. Le FIT-U (front de différents partis d'extrême gauche) obtient 2,63%. Ce chiffre marque une stagnation prolongée, et la fin d'une dynamique, ce qui n'empêchera pas qu'ils continuent d'avoir des députés élus lors des élections législatives (au scrutin proportionnel).

Les divisions internes, les disputes d'appareil entre le PTS et le PO (les deux principales forces du FIT), et surtout l'incapacité à mesurer la réalité du danger Milei, laissent des doutes sur leur capacité à mobiliser largement contre le fascisme.

Martín N et Marie S



Javier Milei, lors d'une conférence en 2019 (capture d'écran).

USA Trump alimente sa campagne avec les accusations portées contre lui

Trump, premier ancien président à être inculpé, a été cité devant quatre tribunaux fédéraux et étatiques différents pour un total de 91 chefs d'accusation, dont beaucoup sont des délits graves. S'il était reconnu coupable de tous ces chefs d'accusation, il risquerait jusqu'à 712 ans et six mois de prison.

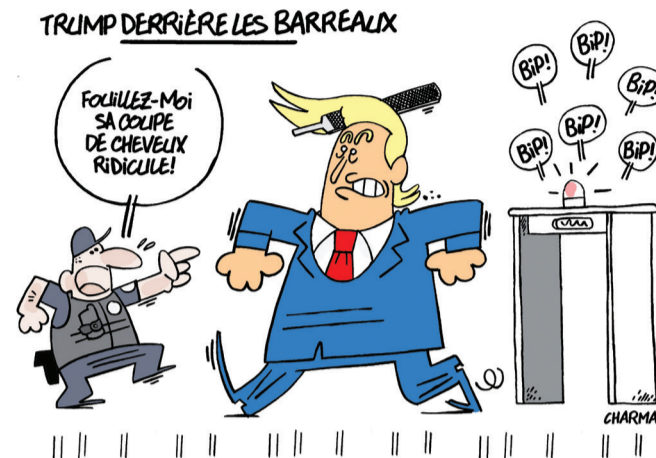
Trump reste néanmoins le principal candidat du Parti républicain et a utilisé les accusations portées contre lui pour rallier ses partisans et collecter des millions pour sa campagne et sa défense juridique. Après son inculpation dans l'État de Géorgie, sa photo judiciaire a figuré sur des T-shirts et des mugs et 7,1 millions de dollars supplémentaires ont été récoltés. Il soutient, et ses partisans le croient, que toutes les accusations sont une conspiration du président Biden et des démocrates pour le détruire avant l'élection de novembre 2024.

Quatre procès entre octobre 2023 et mai 2024

Dans l'affaire des pots-de-vin, Trump est accusé dans l'État de New York de 34 chefs d'accusation pour falsification de documents commerciaux. Ces accusations résultent du fait qu'il a payé l'actrice de porno Stormy Daniels en 2016 pour acheter son silence et éviter un scandale sexuel. Le procès est prévu pour mars 2024.

Dans l'affaire des documents, Trump est accusé par la Cour fédérale américaine du district sud de Floride de 40 chefs d'accusation pour avoir retiré de la Maison-Blanche des documents gouvernementaux classifiés, entravé la justice et défié une

La campagne présidentielle de l'ancien président Donald Trump et ses procès à venir peuvent conduire les États-Unis vers une crise constitutionnelle sans précédent.



citation à comparaître. Le procès est pour mai 2024.

Dans l'affaire de l'insurrection, Trump est accusé devant les tribunaux fédéraux du district de Columbia (où se trouve Washington) de quatre chefs d'accusation de subversion électorale. Il est accusé d'avoir voulu faire obstruction aux procédures électorales officielles. Ce procès doit également avoir lieu en mars 2024.

Enfin, dans une quatrième affaire liée aux élections, dans l'État de Géorgie, Trump et 18 autres personnes sont accusés de 13 chefs d'accusation criminels : racket, tentative d'amener un fonctionnaire à violer son serment, dépôt de faux document, conspiration en vue de commettre une usurpation d'identité d'un fonctionnaire, de faire de fausses déclarations, de déposer de faux documents et de commettre une falsification. Le procès est prévu pour octobre 2023.

Trump tentera de retarder tous les procès

Compte tenu du nombre et de la complexité de ces affaires, il n'est pas certain qu'elles puissent avoir une issue avant la Convention républicaine de juillet 2024, au cours de laquelle le candidat du parti à la présidence sera désigné. Trump pourrait être jugé et condamné, mais il pourrait toujours se présenter légalement à l'élection présidentielle. S'il est reconnu coupable de crimes mais également élu président, Trump pourrait utiliser le pouvoir présidentiel pour se gracier lui-même, bien que cela puisse être contesté devant la Cour suprême. Une crise constitutionnelle se profilerait alors.

Outre les procédures judiciaires, certains juristes, libéraux comme conservateurs, soutiennent que Trump pourrait être disqualifié en vertu de la « clause d'insurrection » du quatorzième amendement à la Constitution.

Adoptée en 1868 après la guerre de Sécession, cette clause disqualifie toute personne ayant participé à une insurrection contre le gouvernement américain. Des plaintes ont déjà été déposées pour faire valoir que le rôle de Trump dans l'insurrection de janvier 2021 et sa tentative de voler l'élection le rendent inéligible.

Trump en tête des sondages parmi les républicains

Parmi les candidats républicains, selon un sondage du *Wall Street Journal*, Trump est en tête avec 59% des suffrages et son plus proche adversaire, le gouverneur de Floride Ron DeSantis, n'en a que 13%.

Si Trump est nettement en tête des candidats républicains, les choses sont plus incertaines dans un affrontement avec Biden. Le sondage suggère que Trump battra Biden par 40% contre 39%, certains votes allant à des candidats tiers. Le taux de participation et les électeurs indépendants seraient décisifs. Âgé de 80 ans, Biden est le candidat présidentiel le plus âgé de l'histoire des États-Unis et, à l'heure actuelle, seuls 42% des électeurs l'approuvent. Pourtant un récent sondage AP-NORC montre que deux tiers des électeurs américains ne voteraient pas pour Trump en 2024. Ainsi, même s'ils souhaitaient avoir un candidat différent et plus jeune, les démocrates se rallieront probablement à Biden, qui a prouvé qu'il pouvait battre Trump.

Dan La Botz

EUROPE En Grèce, les mégaracistes attisent les mégafeux

La Grèce a connu cet été de terribles incendies. Ils ont provoqué la mort d'au moins 26 personnes, dont au moins 20 réfugiés, des bergers et deux pilotes de Canadair et ravagé des forêts et des cultures, brûlé des centaines d'animaux, des centaines de maisons et plusieurs entreprises, et même des casernes militaires.

Au total, près de 1600 km² sont partis en fumée, avec une catastrophe majeure : en Evros, la région nord-est frontalière avec la Turquie, plus de 800 km² brûlent encore, détruisant des villages, des cultures (oliviers) et la forêt protégée de Dadias, à la faune très riche. On est entré dans l'ère des mégafeux. En 2022, on avait recensé 66 incendies, au lieu de 28 cette année, mais ceux de 2022 n'avaient brûlé « que » le quart de la surface ravagée cette année.

Incompétence de Mitsotakis and Cie

Au printemps, le Premier ministre affirmait l'état parfait de préparation aux incendies... Pourtant, face aux départs de feux on a une nouvelle fois vérifié le manque de moyens donnés aux pompiers, l'usure du matériel, et une politique reposant avant tout sur l'évacuation des populations, lesquelles, à moult reprises, l'ont refusée et ont organisé la lutte pour sauver du feu leurs villages.

Surtout, l'incapacité de la droite grecque dans la prévention est mise en cause : manque de moyens humains et matériels du côté des pompiers, et refus de réorganiser l'Office public des forêts en prévision de la prévention organisée des feux de forêt. Face aux propositions très précises des spécialistes sur l'entretien des forêts, Mitsotakis joue le fataliste : c'est la faute au climat, nous a-t-il chanté tout l'été, avec le même refrain de la presse aux ordres...

Embrassement raciste

Dès juillet, le ministre fasciste Vovridis déclarait que les incendies peuvent être allumés par des habitants négligents, mais aussi par des migrants. C'est cette musique nauséabonde, reprise par d'autres ministres, qu'on a entendue très fort ces dernières semaines, avec attaques des groupes fascistes, encouragés par leur succès aux législatives de juin. Des nervis

qui avaient procédé à des actions armées contre les réfugiés en 2020 à la frontière turque ont joué les shérifs en frappant et arrêtant des réfugiés, les accusant de mettre le feu aux forêts, et cela au moment où au moins vingt d'entre eux périssaient carbonisés dans la forêt de Dadia. Des députés fascistes ont encouragé la formation de ces milices, avec des discours racistes persistant malgré le fait que les réfugiés, après enquêtes judiciaires, aient été innocentés. Les experts ont rappelé que le feu dans la forêt de Dadia provenait sûrement de la foudre, mais cela n'a pas empêché Mitsotakis cette semaine au Parlement de radoter une nouvelle fois sur les responsabilités des réfugiés dans les départs de feux : manière peut-être de faire oublier que s'il le peut, il offrira demain à ses copains patrons les surfaces brûlées pour y installer diverses entreprises...

A. Sartzekis (Athènes, le 3 septembre 2023)

Palestine

Trente ans après Oslo, des accords au bénéfice d'Israël

Les accords d'Oslo avaient été un événement historique. Près de trente ans après, plus personne ne s'en sert pour parler de la situation en Palestine. Il n'est plus question du « processus de paix » ou du « quartet » qui étaient pourtant la norme dans les années 1990 et 2000, tant la situation s'est éloignée des espoirs suscités par ces accords.

Le chiffre

14 000

Près de 14 000 colons s'installent en moyenne chaque année dans les territoires occupés.

Les accords du 13 septembre 1993 signés par l'État israélien et le dirigeant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) devaient instaurer une solution durable au « conflit » et permettre la création d'un État palestinien, revendication historique du mouvement de libération nationale. Les accords prévoyaient à terme le transfert progressif des territoires de Cisjordanie sous contrôle d'une autorité palestinienne nouvellement créée. Ce transfert devait se faire via une répartition en trois zones des territoires de la Cisjordanie : les zones A, B et C pour une période de transition de cinq ans. Ce découpage entérinait une demande israélienne de gestion différenciée de ces zones. En effet, les territoires en zone A (18% de la superficie totale des territoires) sont essentiellement les grandes villes palestiniennes (sauf Hébron), où se concentre l'essentiel de la population, et sont sous contrôle civil et militaire palestinien. La zone B, environ un quart du territoire, comprend les villages palestiniens et est sous contrôle civil palestinien et militaire israélien. Le reste, 60% du territoire (zone C), est la seule bande de terre non fragmentée et est entièrement sous contrôle israélien. Elle inclut les colonies israéliennes implantées en Cisjordanie, à Gaza (démantelées depuis 2005) et à Jérusalem-Est, qui se trouve sous contrôle militaire israélien.

Pas de véritable autonomie des Palestiniens

Près de trente ans après, la situation de ces zones temporaires a peu évolué alors que le nombre de colonies (dans la zone C) a explosé : près de 14 000 colons s'installent en moyenne chaque année dans les territoires occupés. On compte 460 000 colons en 2021 contre 110 000 au moment des accords d'Oslo¹. Ceux-ci n'ont jamais été un contrat entre deux partenaires égaux. C'est un accord imposé par un occupant à un occupé ayant peu de poids dans la négociation. En outre, les textes étaient flous, ambigus et favorables à Israël. Par exemple, ils ne prévoyaient aucun arrêt de la colonisation de terres qui devaient pourtant être rendues aux Palestiniens. Israël a donc continué à développer les colonies après la signature des accords².



Bill Clinton, Yitzhak Rabin, Yasser Arafat à la Maison Blanche le 13 septembre 1993. WIKIMEDIA COMMONS

Les accords d'Oslo créaient de fait une Palestine avec 10% de son territoire historique morcelé entre Gaza et la Cisjordanie

Même s'ils avaient été accomplis comme prévu, les accords d'Oslo créaient de fait une Palestine avec 10% de son territoire historique morcelé entre Gaza et la Cisjordanie avec un « État » sous tutelle permanente sans véritable autonomie des Palestiniens. Le peuple palestinien aurait continué à être morcelé entre ceux de Cisjordanie, ceux de 1948 et bien entendu les réfugiés.

Réorganisation du dispositif d'occupation

Ainsi le processus d'Oslo n'aurait pas permis d'aboutir à une satisfaction des droits nationaux des Palestiniens. La direction palestinienne s'est retrouvée de fait mise en avant par l'occupant et structurellement intégrée à l'architecture de l'occupation. Depuis le début, ces accords et ce « processus de paix » ont servi de support à une réorganisation du dispositif d'occupation des territoires palestiniens, anticipée de longue date par une partie de la classe dirigeante israélienne.

« L'architecture d'Oslo permet en réalité aux autorités israéliennes de résoudre le paradoxe auquel elles étaient confrontées depuis la guerre de juin 1967, au terme de laquelle l'État d'Israël occupe l'ensemble de la Palestine théoriquement partagée en

1947-1948. [...] Le succès militaire crée donc une difficulté politique : Israël abrite désormais en son sein les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui s'ajoutent aux Palestiniens de 1948. La prétention de l'État d'Israël à être simultanément un « État juif » et un « État démocratique » est donc sérieusement menacée. »³

C'est sous cet angle qu'il faut comprendre la stratégie israélienne et la dynamique derrière les « zones » : renoncer à la souveraineté sur les zones palestiniennes les plus densément peuplées tout en conservant le contrôle sur la vallée du Jourdain, les rives de la mer Morte et Jérusalem, dont les limites municipales seront étendues. La disposition des colonies, le tracé des routes réservées aux colons et la fragmentation de la Cisjordanie sont une mise en application concrète de cet angle. Ainsi, il ne s'agit pas d'un compromis historique du côté israélien. Les accords d'Oslo sont une adaptation du projet sioniste aux réalités du terrain : l'Intifada de 1987 a exposé au grand jour la situation faite aux Palestiniens des territoires occupés, contribuant à délégitimer l'État d'Israël et menaçant de déstabiliser le Moyen-Orient.

Non-acceptation de l'État palestinien par Israël

Les accords qui suivent la déclaration d'Oslo se traduisent en avril 1994 par les accords de Paris définissant les rapports économiques entre les zones « sous contrôle » palestinien et l'État d'Israël. De fait, l'économie palestinienne est sous contrôle des Israéliens : limitation des importa-

tions, fixation du montant des taxes, etc. En 1995, les accords de Taba, nommés aussi Oslo II, fixent les conditions du transfert de zones occupées aux Palestiniens (zones A et B) sous l'ultime condition que la nouvelle institution palestinienne assure la sécurité de l'occupant, c'est-à-dire réprime la résistance palestinienne à l'occupation. De la déclaration d'Oslo à aujourd'hui, les multiples « négociations » ou plans de « paix » qui ont suivi – Camp David en 2000, le Quartet 2002, Anapolis 2007 – se sont tous heurtés à la volonté israélienne de ne pas accepter l'existence d'un État palestinien indépendant sur une partie des terres de la Palestine historique sous ce prétexte sécuritaire. En plus de correspondre aux vues de l'État israélien, Oslo a replacé la colonisation des Palestiniens par Israël dans le cadre d'un conflit symétrique entre États antagonistes. Le moindre acte de violence ayant son « symétrique » d'un côté sans mesurer la disparité criante des victimes, destructions, etc. Oslo a permis de développer une rhétorique d'existence temporaire permanente, car l'autre partie – les Palestiniens – ne jouaient pas le jeu des accords qui leur étaient défavorables. Le moindre prétexte a servi à réprimer plus durement et à coloniser d'autant plus au nom du « processus de paix ». Les contraintes imposées par Oslo sur Israël étaient toujours dépendantes d'une situation qui devait être évaluée par Israël lui-même, notamment sur la sécurité. Cette symétrie du conflit – inexistante du point de vue de l'influence politique

La fascisation de la société israélienne et les résistances qu'elle suscite dans la société civile israélienne ne doivent pas masquer l'étendue de la colonisation

et militaire – a été utilisée par Israël pour s'assurer d'une neutralité bienveillante à la fois politique et médiatique.

Israël, État d'apartheid

Depuis une dizaine d'années, aucun acteur sérieux ne reparle du processus de paix ni ne met en avant la feuille de route issue des accords d'Oslo. Il s'agit plutôt de ce point de vue d'une inversion complète : la communauté internationale continue d'alimenter la mascarade de la symétrie entre deux camps alors que l'État israélien se radicalise de plus en plus. « En 2018, le Parlement israélien vote une nouvelle loi fondamentale, intitulée "Israël en tant qu'État-nation du peuple juif", dont l'article 1 précise : "L'exercice du droit à l'autodétermination nationale dans l'État d'Israël est réservé au peuple juif", un droit refusé donc aux Palestiniens ; un autre article stipule que "l'État considère le développement de la colonisation juive et agira en vue d'encourager et de promouvoir ses initiatives et son renforcement" – ce qui signifie le droit de confisquer des terres, appartenant à des Palestiniens. Ce texte vient surtout normaliser une pratique qui depuis des décennies fait d'Israël un État d'apartheid. En 2021, l'organisation israélienne B'Tselem concluait à l'existence d'un régime de suprématie juive entre le fleuve Jourdain et la Méditerranée". Elle sera suivie par deux grandes organisa-

tions non gouvernementales (ONG) internationales, Human Rights Watch et Amnesty International. »⁴

Pourtant, malgré le soutien de fait des USA et de l'Europe, l'image d'Israël est toujours plus écornée : la résistance acharnée des Palestiniens a permis que leur situation soit toujours discutée à l'international et que des actions régulières aient lieu au niveau des Nations unies et d'autres groupes de travail lié à l'organisation onusienne et ce malgré le veto américain systématique.

Via la campagne de solidarité BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) propulsée par la société civile palestinienne, l'image de normalité d'Israël est battue en brèche et, même si elles sont peu nombreuses, les victoires symboliques de boycott et de désinvestissement ont porté leurs fruits et amené le débat sur la lutte des Palestiniens et l'injustice qu'ils et elles vivent au quotidien en Palestine occupée. La fascisation de la société israélienne et les résistances qu'elle suscite dans la société civile israélienne ne doivent pas masquer l'étendue de la colonisation et le sort des Palestiniens sous occupation. Trente ans après, les espoirs suscités par les accords d'Oslo ont été démentis. Ils montrent la voie de ce qu'il ne faut pas faire. Il ne peut pas y avoir de « processus de paix » sous occupation et sous colonisation.

Edouard Soulier

- 1 – https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/07/31/cinquante-ans-d-occupation-illegale-en-cisjordanie-comment-la-colonisation-n-accuse-de-s-etendre_5386842_4355771.html
- 2 – <https://blog.mondediplo.net/2007-10-22-Pourquoi-les-accords-d-Oslo-ont-ils-echoue>
- 3 – <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/oslo-20-ans-apres-il-ny-jamais-eu-de-processus-de-paix>
- 4 – <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/09/GRESH/65084>



Israël, un État d'apartheid dénoncé par plusieurs ONG. WIKIMEDIA COMMONS

ÉCOLOGIE**Les Résistantes 2023, une étape clé dans la convergence des luttes**

Du 3 au 6 août, sur le plateau du Larzac, près de 7500 personnes – bravant le froid et le vent – se sont réunies à l'initiative de Terres de luttes, de la Confédération paysanne Aveyron et des FaucheurEs volontaires.

Premières rencontres militantes de ce type depuis 2003, où plus de 250 000 personnes plaçaient le mytique plateau sur la carte du mouvement altermondialiste à l'occasion d'un contre-sommet de l'OMC prévu la même année. Et, cinquante ans après le non moins mytique rassemblement de 100 000 personnes contre l'agrandissement du camp militaire qui allait faire du Larzac cette terre d'expérimentation foncière et de luttes si rassembleuse aujourd'hui.



Les Résistantes: un coup d'accélérateur contre les projets autoroutiers. DR

Mettre en commun les expériences

Après une année où la question écologique, notamment celle de l'eau, a été posée à une large échelle, ces rencontres ont donné lieu à des convergences pour renforcer les batailles en cours : échanges de savoir-faire, développement des réseaux militants et joie de partager ensemble des expériences de luttes¹.

Les Résistantes ont notamment lancé la saison d'automne de la Déroute des routes². Cette coalition de plus de 50 collectifs en lutte dénonce l'urbanisation et l'artificialisation des terres, qui tirent parti de la multiplication et de l'accélération des flux que les routes permettent. Empêcher un projet routier, cela représente de nombreuses luttes que nous n'aurons pas à mener : contre des zones commerciales, des entrepôts Amazon, l'urbanisation du foncier agricole, etc. Les 13 milliards envisagés pour 55 projets routiers en France pourraient être utilisés pour développer des alternatives d'aménagement et de mobilité au tout camion-voiture.

La campagne vise à obtenir un moratoire sur les projets routiers quels qu'ils soient, dont beaucoup datent de dizaines d'années. C'est le vieux monde que l'on veut nous imposer. Les Pays-Bas et le Pays de Galles ont déjà décidé d'un tel moratoire. Comme l'écrit la coalition : « *Mettre les routes en déroute c'est ouvrir les possibles* ».

Mobilisations contre les projets routiers inutiles

La campagne prévoit 7 rendez-vous cet automne, dont 3 en Occitanie-Catalogne Nord : contre les projets de contournement ouest de Toulouse le 30 septembre, « *Bloque ton périph!* » à Montpellier les 14 et 15 octobre, et « *Ramdam sur le macadam* » contre l'A69 Castres-Toulouse les 21 et 22 octobre. Un grand coup d'accélérateur qu'ont permis Les Résistantes 2023.

Pour le NPA, s'investir dans cette campagne, c'est aussi poser la question des communs que nous voulons construire pour satisfaire les besoins sociaux. En bref, une alternative radicale par la délibération collective, face à l'accaparement et au pillage imposé par le capital.

On n'attend qu'une seule chose : que s'amplifient de telles rencontres, qui permettent de faire converger les écologistes, les écosocialistes et toutEs les militantEs qui luttent contre les ravages du système.

CorrespondantEs

1 – Pour jeter un œil au programme et prendre conscience de la diversité des échanges et luttes représentées : <http://lesresistantes2023.fr/>

2 – Toutes les dates de la saison sont à retrouver sur le site de la coalition : <https://www.laderoutedesroutes.com>

SANTÉ Lancement du Tour de France pour la santé

Le 11 septembre à 18 heures, plus de 50 organisations lanceront salle Hénaff à la Bourse du travail de Paris et sur les réseaux sociaux, un Tour de France pour la Santé. Un budget de la Sécurité sociale pour sortir de la crise sanitaire et répondre aux besoins de la population est la principale revendication.

Plus d'une cinquantaine d'organisations et de collectifs, dont Solidaires, la FSU, l'Ufmict-CGt, l'Association des médecins urgentistes, Médecins du Monde, l'Union syndicale de la Psychiatrie, la Fédération des orthophonistes de France, des associations féministes, des collectifs locaux et, bien sûr, le NPA lancent une mobilisation citoyenne pour l'accès aux soins pour toutes et tous, et s'engagent dans la construction d'un « Tour de France pour la Santé ».

Carton rouge

À chaque étape, organisations, personnels, usagerEs donneront un carton rouge, à une agence régionale de santé qui ferme une maternité ou un centre d'IVG, à Darmanin qui veut attaquer l'AME (aide médicale d'État) des sans-papierEs, aux politiques libérales qui ferment les urgences et font les déserts médicaux, au PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) qui organise le manque criant de personnels et les bas salaires, à Sanofi qui veut fermer à Cisteron une ligne de production de médicaments, au manque d'accessibilité pour les personnes vivant avec un handicap, à Macron qui a fermé plus de 10 000 lits d'hôpitaux depuis la crise covid.

Le gouvernement veut rassurer les marchés

Car la politique sanitaire du gouvernement aggrave toujours

plus la crise de notre système de santé. Les tensions sur les services hospitaliers, les fermetures des services d'urgences et des petites maternités sur l'ensemble du territoire en témoignent. Le PLFSS promet un nouveau tour de vis. Avec un Ondam (Objectif national de dépenses d'assurance maladie) hospitalier à 2,6% seulement, soit bien moins que l'inflation, c'est l'assurance de la poursuite des fermetures de lits et de la fuite des personnels.

Au menu de la purge gouvernementale aussi, le doublement des franchises médicales de

cinquante centimes d'euro sur chaque boîte de médicament ou transport médical, la « participation » forfaitaire d'un euro sur les consultations, le quatrième jour de carence sur le remboursement des arrêts de maladie, et le transfert des dépenses vers les complémentaires santé dont les prix vont encore exploser, par exemple 500 millions d'euros avec la baisse du taux de remboursement du dentaire de 70 à 60%. On voit bien où Bruno Le Maire veut trouver ses 15 milliards d'euros de réduction des dépenses budgétaires pour rassurer les marchés financiers.

AUGMENTATION DES SOIGNANTS

RIDIÇULE!!!

À PEINE DE QUOI RACHETER DES ALLUMETTES POUR TENIR LES YEUX OUVERTS!



CHARMAG

Imposer le 100% Sécu

Le Tour de France, ce sera aussi donner un carton vert à nos exigences, nos revendications, nos espoirs pour le droit à la santé, pour un PLFSS à la hauteur des besoins.

Un Tour de France a un sprint final! L'idée, une gigantesque mobilisation unitaire avant le vote du budget pour imposer des embauches, du fric, des lits pour la Santé, pour imposer le 100% Sécu. La Sécu, elle est à nous, pas à eux. C'est notre salaire pour la solidarité, pour le droit à la santé pour toutEs, partout contre les déserts médicaux et la casse de l'hôpital.

Faire vivre le Tour de France

Le PLFSS doit être déposé avant le 18 octobre. Il faut faire grandir partout le Tour de France, réunir localement les organisations signataires, contacter sur son site le Tour de France, remplir la carte interactive, organiser des initiatives, des débats, des permanences devant un hôpital, une maternité, un centre de santé, organiser une visite d'unE députéE, distribuer les cartons rouges. Et dans toutes les organisations, faire grandir l'idée d'une date nationale inter-syndicale pour défendre le droit à la santé contre ses casseurs du gouvernement. Première étape, réussir le lancement du Tour de France à Paris mais aussi sur les réseaux sociaux, avec Nicolas Da Silva auteur du livre *La bataille de la Sécu*, Christophe Prudhomme, médecin urgentiste, Olivier Milleron cardiologue à l'hôpital Bichat, une sage-femme de la maternité des Lilas, Jean-François Corty, vice-président de Médecins du Monde, Benoît Teste secrétaire général de la FSU, Murielle Guilbert co-déléguée générale de Solidaires...

Et la musique et les paroles de la chanteuse Thérèse!

Frank Prouhet

**BIEN COMMUN Convoi de l'eau, un moment de lutte et d'élaboration**

Du 18 au 27 août, un convoi de l'eau a été organisé par les opposantEs aux mégabassines. Il a rassemblé 700 personnes, conduisant, tout le long, vélos et tracteurs. Des milliers de soutiens sont venus participer aux différentes initiatives à chacune des étapes. Le tout alors qu'une terrible canicule s'abattait sur le pays.

Le départ du convoi était à Lezay, à quelques encablures de Sainte-Soline, avec une pré-étape charentaise partant de Longré, où des mégabassines sont prévues. Les deux premiers jours devaient d'ailleurs mettre l'accent sur ces projets dévastateurs, et des événements (débats, concerts, etc.) furent organisés sur les villes étapes de Jazeneuil et Migné-Auxances, dans le bassin du Clain dans la Vienne, où plus de 30 projets de bassines sont à l'ordre du jour.

Un modèle agricole capitaliste

Puis le convoi a pris la destination de Coussay-les-Bois, toujours dans la Vienne, afin d'organiser une étape dans cette commune où une ferme-usine rassemblant 1200 taurillons a été lancée. L'occasion donc de rappeler que le vol de l'eau au bénéfice d'une poignée de céréaliers a pour but de contribuer à un modèle agricole capitaliste, où l'on détruit les sols et vide les nappes afin de nourrir (partiellement car il faut quand même faire venir du soja)

des animaux dans des conditions déplorables pour produire une viande de piètre qualité. C'est ensuite le bassin de la Loire qui fut investi, avec des étapes, notamment, à Tours, Blois, puis Orléans. Ici encore de nombreux débats ont été organisés, y compris autour du nucléaire, très concerné par la question de l'eau puisqu'on sait que le débit des fleuves et rivières risque de chuter dans les prochaines décennies, créant un danger évident pour ce qui concerne le refroidissement des réacteurs nucléaires.

Forte mobilisation et actions radicales

L'action principale dans la région Centre-Val-de-Loire visait l'Agence de l'eau à Orléans. Une délégation a été reçue par la préfète de région et de bassin. Au même moment, à Priaires dans les Deux-Sèvres, des grilles, annonçant un début de chantier de mégabassine, ont été installées. Face à la volonté de poursuivre ces projets destructeurs, une occupation de l'agence a commencé. Elle fut symbolique et les lieux ont été libérés le samedi, mais cela démontre

quand même la forte capacité de mobilisation de cette lutte, y compris avec des modalités d'actions radicales et toujours différentes.

La lutte continue, contre la répression aussi

Le convoi de l'eau est reparti pour rejoindre Paris, notamment sur le Champs-de-Mars. Une étape importante pour aller dire à la capitale, lieu du pouvoir central, que la lutte continue. D'ailleurs, dans la foulée, c'est vers l'université d'été des mouvements sociaux que se sont dirigés les manifestantEs. L'occasion de contribuer à la nécessaire convergence des luttes. Désormais, c'est en direction du 8 septembre que nous sommes toutes et tous tournés, pour réussir à rassembler le plus de monde possible en solidarité avec les 9 camarades qui passeront en procès à Niort.

Alexandre Raguet

Quelques images et vidéos par *l'Anticapitaliste*:



IV^e Internationale Les jeunesses d'Europe et d'Amérique latine réunies

La 38^e édition des RIJ (Rassemblement international des Jeunes) en lien avec la IV^e Internationale a eu lieu fin juillet. Nous étions environ 160, de neuf délégations (Angleterre, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Portugal, Mexique, Nicaragua, Suisse).

Cette année encore, l'événement a eu lieu à Vieure dans l'Allier (France), organisé par les Jeunesses anticapitalistes, l'organisation jeune du NPA. Ce camp d'une semaine permet une expérience politique et militante intense. Il est autogéré par la jeunesse des partis, ce sont donc les jeunes de toutes les délégations qui travaillent à nous apporter des formations tout au long de la semaine.

Formations, plénières et soirées

Ainsi, nous avons pu aborder profondément les questions d'écologie, de féminisme, d'antiracisme, des luttes LGBTI, des politiques internationales et du fonctionnement dans nos partis politiques. Ces formations ont diverses formes, que ce soient des plénières (où parfois nous avons l'honneur d'accueillir d'autres de nos camarades ou intervenantEs ne faisant pas partie de secteurs jeunes) ou d'ateliers plus intimistes sur des sujets plus précis qui favorisent souvent beaucoup d'échanges. Afin d'approfondir ceux-ci, nous avons mis en place tous les jours des espaces en non-mixité (LGBTI, femmes, raciséEs), pour que chaque groupe puisse échanger sur les violences qu'ils subissent, ou créer des espaces de réflexion pour mettre fin à ces discriminations. Chaque jour, il est aussi prévu des créneaux de réunions interdélégations, permettant d'échanger sur la situation politique des différents pays. Évidemment, l'échange ne serait pas total sans les discussions informelles passionnantes ou les soirées que nous avons pu organiser à plusieurs reprises.

Prendre conscience de ses forces

Ce sont également les jeunes qui donnent vie à ce camp et qui pensent l'organisation totale de celui-ci. Ainsi, chaque délégation organise ses militantEs pour que tout le monde sur le camp apporte son aide au ménage, à la sécurité, au service du bar. Prendre cette place pendant une semaine nous permet de nous rendre compte de nos forces et d'envisager, l'espace de quelques jours, le monde que l'on souhaite voir à l'avenir. C'est dans cette optique que le camp s'organise également avec sa propre monnaie, en fonction du coût de la vie de chaque pays, afin qu'il puisse y avoir une solidarité financière au sein du camp. Sur ce point nous remercions chaleureusement une fois de plus nos bénévoles et camarades qui se sont occupés de la banque, de la cantine ou de la coordination du camp, et qui ont toujours été présentEs pour nous épauler en cas de besoin. L'expérience des RIJ nous aura tous marquéEs dans nos vies militantes. Permettant de se former, de tisser des liens internationaux et pour chacunE de prendre part à une vie en collectivité sur un modèle qui nous ressemble. En clair : vivement l'été prochain !

CorrespondantEs



Les RIJ ont réuni des jeunes de plusieurs pays fin juillet. NPA

S'il fallait s'en convaincre, les chiffres de participation à la cinquantaine de réunions et d'ateliers du programme suffisent pour montrer le besoin d'échanger, après notamment des mois de mobilisation sur les retraites, quelques semaines après la révolte des quartiers populaires, mais dans un contexte toujours marqué par l'autoritarisme du pouvoir et l'offensive réactionnaire. Entre 350 et 400 participantEs dans l'ensemble de nos ateliers les deux premiers jours, et toujours près de 300 le dernier jour !

PrésentEs !

Ayant répondu à notre invitation, c'est en compagnie d'une cinquantaine d'invitéEs que nous avons pu aborder un large éventail de questions, allant de la conjoncture économique aux méchantEs dans la pop culture... En vrac et pour en citer quelques-uns parmi les plus fréquentés : Benjamin et Kathleen de la chaîne Bolchegeek ; autour de la question des médias avec l'historien Dominique Pinsolle ; sur les nouveaux visages de l'extrême droite avec Antoine Dubiau ; sur la trajectoire du capitalisme avec le journaliste Romaric Godin ; pour la défense des libertés publiques et la lutte contre les violences policières avec l'avocat et militant de la LDH Pierre-Antoine Cazau et Djeneba Sangaré de la Coordination nationale contre les violences policières ; sur le sort réservé par les impérialismes au continent africain, avec Éric Toussaint et Solange Koné du CADTM ainsi que Raphaël Granvaud de Survie ; et que celles et ceux non citéEs ici nous excusent.

Perspectives anticapitalistes

Outre le cycle consacré aux premières leçons de la bataille des retraites, celui abordant la construction d'une alternative a aussi été bien fréquenté. Ouvert dimanche par une table

Cycle international Plus que jamais internationalistes !

Le cycle international de l'université d'été du NPA a été fort riche cette année : Ukraine, Iran, Palestine, Chili, Mayotte, montée du militarisme... Retour sur la résistance au coup d'État au Chili (cinquanteenaire oblige !) avec Franck Gaudichaud (voir page 8) et Michael Löwy et Olivier Besancenot qui présentaient leur livre¹. Un affrontement de classes essentiel et dramatique pour une génération militante des deux côtés de l'Atlantique ! Notre camarade féministe chilienne Karina Nohales traitait du soulèvement de 2019 jusqu'à la victoire de l'extrême droite et aux enjeux actuels. Avec Salah Hamouri et Monira Moon, la lutte du peuple palestinien contre le colonialisme et la nécessaire solidarité internationale – avec la campagne BDS – était à l'honneur : atelier, meeting le lundi soir et forum central du mardi après-midi. La résistance populaire du peuple ukrainien contre l'invasion russe de Poutine et l'importance des actions solidaires étaient au cœur d'un

15^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

On a affiché complet !

Après un cru 2022 exceptionnel qui suivait notamment la séquence des présidentielles, cette nouvelle édition de notre traditionnelle université d'été n'a pas du tout démerité : 650 participantEs pour recharger les batteries en vue de la rentrée.



Le meeting de rentrée du NPA à Port-Leucate. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ronde consacré à l'écosocialisme (130 personnes), les différentes étapes de la discussion quotidienne ont permis en compagnie de différents représentantEs d'organisations de creuser le sillon d'une perspective d'émancipation : méthodes de lutte (120 personnes), recomposition politique (100 personnes) et stratégies de rupture (80 personnes). Le meeting du lundi soir, où sont intervenues notamment nos deux porte-paroles Christine Poupin et Pauline Salingue, a aussi permis de poser les principaux enjeux de la rentrée sociale et politique, sans oublier l'ate-

lier mené par le comité exécutif autour de la relance du projet politique du NPA quelques mois après son 5^e congrès. Soirées, projections, rencontres de La Brèche, travaux pratiques, bar, soleil (mais surtout du vent cette année !), piscine, plage, etc. Plus la place de développer, mais si vous voulez en savoir plus, rendez-vous en 2024 pour la 16^e édition !

Commission université d'été

Scanne-moi pour retrouver les vidéos de l'université d'été.



La culture cette semaine, c'est sur le site

avec un livre :



Paletó et moi, d'Aparecida Vilaça

et un film :



Le Gang du Bois du temple, de Rabah Ameur-Zaïmeche

atelier avec Daria Saburova et Catherine Samary. Les difficultés d'analyse, les tendances néocampistes à gauche dans un monde plus multipolaire, alors que nous devons conjuguer lutte contre la montée du militarisme, des impérialismes et des autoritarismes et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ont été traités avec Bernard Dreano et Claude Serfati. Le rôle de l'impérialisme français, de son armée, avec les institutions financières internationales et la forteresse Union européenne a été dénoncé avec Raphaël Grandvaud (Survie), Solange Koné et Éric Toussaint (CADTM). Mabadi Ahmedali a pointé la situation désastreuse de Mayotte, arrachée par le colonialisme français à l'archipel des Comores et pointé avancée des méthodes de répression contre les migrantEs avec l'opération Wuambushu. Un atelier a aussi croisé luttes sociales et syndicalisme au Pays basque, en Corse et en Kanaky face à l'État français colonial. Enfin le soulèvement iranien a été discuté : présentation du livre

de Chowra Makaremi *Femme, Vie, Liberté*, atelier avec Babak Kia et Sara Salemi sur les dimensions féministe et interethnique, la difficulté des salariéEs d'Iran à se structurer et développer au niveau international l'action conjointe de la diaspora iranienne et des forces se réclamant du féminisme, de la classe ouvrière et de l'anti-impérialisme. Toutes ces dimensions étaient rassemblées dans le forum central du mardi après-midi sous l'intitulé « *Quel nouvel internationalisme* », qui a été un moment très fort de cette Université d'été avec les interventions particulièrement vibrantes de nos invitées Chowra, Daria et Monira, et les contributions des quatre autres camarades de la tribune, apportant des éléments historiques et actuels sur les points d'appui, les faiblesses et les enjeux de construire des outils internationalistes larges, avec des contenus clairs et porteurs d'espoir dans la période.

Jacques Babel

M. Löwy et O. Besancenot, *Septembre rouge : le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili*, Textuel, 160 pages, 18,90 euros.

Cycle retraites Des leçons à tirer pour renforcer le monde du travail

Tenir plusieurs ateliers autour de la mobilisation sur les retraites était une évidence après une année marquée par une des plus importantes mobilisations sociales depuis 25 ans, y compris sur ce thème. Les bilans ont occupé une part importante des débats. Tout en soulignant qu'il était encore un peu tôt pour les tirer tous, les intervenantEs s'accordaient pour affirmer qu'au-delà de la défaite qui permet au gouvernement de mettre en place sa contre-réforme, on pouvait relever de nombreux points positifs permettant d'entrevoir de nouvelles mobilisations... gagnantes. Tout d'abord, dans le cadre de mobilisations exceptionnelles, c'est la généralisation géographique des manifestations particulièrement dans les villes « moyennes » à l'instar de ce qu'avait mis en évidence les Gilets jaunes. Ensuite toutEs s'accordaient sur le rapide élargissement social et politique du mouvement aux revendications féministes, écologiques, celles portées par la jeunesse, remise en cause du travail aliéné, radicalisation sur les questions démocratiques, contre la répression et le racisme systémique. Une dimension globale permettant de décloisonner et d'avancer dans la prise de conscience que l'on retrouvait dans l'intitulé d'un des ateliers : « *Tout le monde déteste le pouvoir* ». A contrario, et engageant dans la foulée les débats sur les perspectives, c'est la faiblesse des grèves et en conséquence celle de l'auto-organisation qui ont fait débat. Des faiblesses pesant lourdement dans les causes de l'échec mais qui interrogent aussi, surtout, sur les prochaines mobilisations et les possibilités de victoires. Si les interactions entre le « social » et le « politique » ont permis une décrédibilisation du pouvoir elles n'ont pas ouvert la voie à une politisation des formes de luttes permettant à la fois de peser sur le rapport de forces et d'indiquer des pistes pour mettre en cause un système capitaliste dont les crises s'amplifient et se renforcent. Si la tactique des grèves « saute-mouton », les batailles pour un leadership de la mobilisation ont été pointées, militantEs, responsables politiques et syndicaux présentEs s'accordaient pour dire que ce sont de vastes chantiers qui restent ouverts pour « changer la donne » dans les prochaines luttes sur la Sécu, les services publics, les salaires, la démocratie, etc. Des victoires nécessaires pour l'immédiat et au regard des prochaines échéances politiques.

11 SEPTEMBRE 1973 «Au Chili, il n'y a pas d'affrontement direct avec l'État»

Entretien. Après avoir animé un atelier à l'Université d'été du NPA, **Franck Gaudichaud**, spécialiste du Chili et de l'Amérique latine, revient sur son dernier ouvrage.

Le titre de ton dernier livre insiste sur «révolution» alors que généralement on «expose» le coup d'État. Quel est ton objectif?

Mon dernier livre s'intitule *Découvrir la révolution chilienne*¹. Ce titre a d'ailleurs fait l'objet d'un débat avec des membres de la maison d'édition mettant en doute le fait qu'on puisse parler de «révolution» chilienne quand on parle de l'expérience des 1000 jours du gouvernement Allende d'Unité populaire. Pour ma part, j'ai au contraire insisté sur le fait qu'il s'agit bien d'un processus révolutionnaire qu'il faut redécouvrir, faire connaître aux nouvelles générations, pour que les gauches en général sortent de leur a priori sur cette expérience qui ne peut être résumée par les qualificatifs de réformiste, de pacifique. Car elle était marquée – et c'est ce qui m'intéresse de souligner – par une grande radicalité et une immense mobilisation populaire, un mouvement révolutionnaire «par en bas» qui avait comme objectif la construction du socialisme. Le trésor de cette époque ce sont toutes les expériences d'auto-organisation, de mobilisations paysannes, ouvrières et étudiantes dans les espaces urbains pauvres (les «poblaciones»). Il y a là vraiment une expérience collective accumulée extraordinaire.

Allende était-il un réformiste entêté, un traître ou intégrait-il les rapports de forces internationaux?

Salvador Allende a été un dirigeant socialiste anti-impérialiste, une figure centrale de la gauche latino-américaine qui a marqué le 20^e siècle. Le qualificatif d'«entêté» serait une marque de sectarisme et de mépris stupide. Allende a été conséquent jusqu'au bout avec ses objectifs stratégiques déclarés, qui étaient ceux d'une transition au socialisme, graduelle, des réformes radicales mais insérées dans le cadre de la légalité bourgeoise et de l'État en place. De ce point de vue, il a été un parlementaire, un dirigeant de gauche et un légiste que l'on pourrait qualifier d'«entêté»: jusqu'à la fin, il pense pouvoir éviter la guerre civile. On sait que le coup d'État a eu lieu le 11 septembre. C'est pour l'empêcher qu'il annonce un référendum, une assemblée constituante et de nouvelles élections législatives. Il a refusé de s'appuyer davantage sur les formes d'auto-organisation ouvrière (les Cordons industriels), de pouvoir populaire pour affronter l'oligarchie et, plus encore, a rejeté l'idée qu'il aurait été possible d'armer la révolution chilienne pour affronter le coup d'État.

Mais il est mort en défendant jusqu'au bout ses idées, même s'il a affirmé ne pas être un «martyr». En ce sens, par rapport à de nombreux dirigeants de la gauche ou des «progressistes» du 20^e siècle, il apparaît comme bien au-dessus de la mêlée, clairement anti-impérialiste, tiers-mondiste et revendiquant le socialisme comme horizon et

La réalité des structures de double de pouvoir durant les 1000 jours du gouvernement de l'Unité populaire est complexe

une démocratisation radicale du Chili des années 1970.

Quelle réalité des structures de double pouvoir?

Dans le cadre de mes recherches sur les archives, sur la presse mais aussi en histoire orale, j'ai passé de nombreuses années à travailler cette question des formes de pouvoir populaire et notamment celle des Cordons industriels. D'ailleurs, je republie cette année, avec les éditions Syllepse, une anthologie qui s'appelle *Venceremos. Expériences chiliennes du pouvoir populaire*². La réalité des structures de double de pouvoir durant les 1000 jours du gouvernement de l'Unité populaire est complexe. On ne trouve pas des «soviets» à la chilienne comme parfois cela a été rêvé par une partie de la gauche anticapitaliste mondiale mais il y a effectivement de riches expériences d'auto-organisation, de débordement par en bas des limites du légalisme allendiste, d'un Parti communiste qui refusait largement toutes ses formes de pouvoir populaire. Ce débordement se traduit notamment par les Cordons industriels, des coordinations territoriales et syndicales qui sont des embryons d'une autre société d'une certaine manière, bien que jamais incarnés dans un véritable «double pouvoir» en contradiction directe avec le gouvernement d'Allende. On est resté dans une forme d'entre-deux. Le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) revendiquait quant à lui les Commandos communaux, comme futur double pouvoir regroupant les «pauvres de la ville et de la campagne»,

mais ces derniers ont eu du mal à se concrétiser. Ce sont les Cordons industriels qui restent les figures essentielles de cette dualisation de pouvoir en cours, tout en restant dirigés par des militantEs du PS essentiellement (qui avait un pied dans les usines et un dans le gouvernement). Ces formes de pouvoir populaire montraient toutes les limites de la stratégie de la gauche communiste et socialiste, surtout à partir de 1972, mais sans incarner une véritable alternative à la voie pacifique au socialisme, et tout en revendiquant Allende comme «leur» président.

Un problème reste entier: quelle stratégie d'affrontement avec l'État en général et plus précisément l'appareil militaro-policié?

C'est le problème stratégique central des expériences révolutionnaires, notamment celles du 20^e siècle. L'expérience cubaine de 1959 avait signifié la victoire d'une stratégie de guérilla paysanne, alliée avec des formes de grèves urbaines et de mobilisations ouvrières et populaires qui ont provoqué l'effondrement de la dictature de Batista et son remplacement par l'État castriste. Au Chili, il n'y a pas d'affrontement direct avec l'État alors que le pari de la gauche chilienne est que l'État sera assez «flexible» pour intégrer les réformes radicales et «gradualistes» de l'Unité populaire. Et, précisément, l'illusion de la gauche gouvernementale sur les forces armées, censées être constitutionnalistes, respectueuses du suffrage universel, ont conduit à la tragédie du 11 septembre 1973. Mais une fois dit cela, quelles étaient les alternatives? De nombreux membres de l'appareil militaire et policier (carabiniers), des soldats, des sous-officiers n'étaient pas d'accord avec le coup d'État et s'il y avait eu, comme le proposait le MIR, un véritable travail politique parmi les soldats peut-être aurait-il été possible d'avoir des secteurs entiers de l'armée aux

DÉCOUVRIR LA RÉVOLUTION CHILIENNE (1970-1973)

FRANCK GAUDICHAUD

«Les transformations révolutionnaires nécessaires pour le pays ne sont réalisables qu'à la condition que le peuple chilien prenne le pouvoir en main et l'exerce de manière réelle et effective.»

éditions sociales

les propédeutiques

côtés des Cordons industriels, au côté de la gauche et des appareils politico-militaires des partis, pour s'opposer au soulèvement de Pinochet et consorts. Ceci, combiné avec des mobilisations ouvrières et populaires de haute intensité (possibles au vu du niveau de politisation existant alors), une grande grève générale, afin d'isoler les putschistes. Tout en sachant qu'ils étaient soutenus par rien de moins que les États-Unis, par Nixon, qu'il y avait vraiment des secteurs entiers des officiers, des forces armées qui étaient prêts de longue date au coup d'État. La situation était donc complexe et un scénario type Espagne avec une guerre civile était aussi une option à ce moment. Pour aujourd'hui, évidemment, cela pose des questions très épineuses surtout dans des pays comme la France qui ont une longue tradition de démocratie parlementaire et des forces armées composées non pas de conscrits (comme au Chili à l'époque) mais professionnalisées, très «technologiques» et largement séparées de la population.

Propos recueillis par Robert Pelletier

1 – *Découvrir la révolution chilienne 1970-1973*, Ed. Sociales, 2023: <https://editions-sociales.fr/catalogue/decouvrir-la-revolution-chilienne-1970-1973>.
2 – *Venceremos! Expériences chiliennes du pouvoir populaire*, Syllepse, 2023 (2^e édition): https://www.syllepse.net/venceremos-_r_37_i_580.html.

L'image de la semaine



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitaliste1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°148 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 44 ▶ contact@la-breche.com

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@mpa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@mpa2009.org